Qu'on bosse ou pas, la loi travail on n'en veut pas

On bloque tout ! - l'appel des syndicalistes

Mars attaque ! En Mai ce sera trop tard

Génération précarité

Pourquoi nous soutenons la jeunesse

Police et répression

Casseurs ?

Le monde ou rien

Cette CGT n'est pas la mienne

Questions stratégiques

Nuit debout,
le rêve éveillé d'une convergence des luttes

Travailler ?

Il ne vous a pas suffi en quatre ans, et avant vous à Jean-Pierre Raffarin et au gouvernement précédent, d'augmenter le contingent des heures supplémentaires, d'alléger leur coût, de supprimer un jour férié, de faciliter le recours à l'intérim, d'assouplir les règles du licenciement, de modifier les fondements de la négociation collective, de supprimer les emplois-jeunes. La dernière étape est pour bientôt, puisque vous nous préparez un nouveau contrat pour tous les salariés, au nom, sans doute, du principe d'égalité de tous devant la précarité. Aujourd'hui, ce sont les jeunes de moins de 26 ans qui risquent de faire les frais de votre obstination idéologique (...) Tirer prétexte de la précarité de quelques-uns – encore trop nombreux – pour la généraliser à tous, est insupportable.

François Hollande, 21 février 2006, assemblée nationale

Finies les 35 h et les 48 h, les heures supplémentaires pourront être compensées et non plus majorées. Il deviendra possible de travailler 12 h par jour par « simple accord ». Le repos quotidien de 11 h pourra être fractionné. La forfaitisation par accords individuels pourra aller au delà de toute durée maxima, y compris 48 h et 60 h. L'annualisation du calcul des horaires se fera sur... 3 ans ! Les congés payés ne sont plus obligatoires, le salarié pourra y renoncer pour de l'argent. Un apprenti pourra travailler 40 h. Il n'y a même plus d'âge plancher pour le travail des enfants (lesquels dés 14 ans, sont moins protégés face aux risques de chutes ou machines dangereuses). La précarité est démultipliée, trois CDD de suite sont autorisés au lieu de deux. Il n'est plus interdit de payer à la tâche. Il n'y a plus de limites pour le port des charges. Il n'y a plus de plancher de 24 h pour les temps partiels. La mensualisation, c'est fini. Le patron décidera de quand commence la semaine, ainsi il pourra éviter toute majoration du dimanche.

Gerard Filoche, inspecteur du travail, militant PS (filoche.net)

Qu'on bosse ou pas, la loi travail on n'en veut pas

Nous voilà enfin plein dans la rue. Des années qu'on attendait, des années qu'on essayait. On en a vu passer des trucs auxquels s'opposer. De l'impunité policière organisée à l'État d'urgence permanent, du greenwashing hypocrite de la COP21 à la loi Macron en passant par les menaces d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame des Landes, ça n'a pas manqué. On a arpenté les manifs de long en large, souvent trop seul.es ; et parfois même qu'on y était pas, fatigués ou assignés à résidence. Hé bien voilà, puisque nous sommes enfin nombreux.es, réveillé.es, au même endroit et au même moment, on ne va pas se priver de foutre un maximum de bordel.

Nous sommes contre le travail, entendant par là tous ces boulots pourris (avec ou sans CDI), où il s'agit toujours grosso modo, d'acheter, de produire ou de vendre des services et des objets inutiles, nuisibles, trop chers. Tout ça ne donne pas un sens à nos vies : ça les gâche. Être contre le travail ne nous empêche d'ailleurs pas de travailler. On bosse pour de l'argent quand il le faut, on tient des projets sans argent (journaux, cantines, lieux culturels, etc.) quand on le peut. Parfois même, certain.es trouvent un boulot payé qui leur convient. Ce n'est pas souvent mais on ne va pas se l'interdire !

On est contre le travail mais on défend quand même son code. Bizarre. C'est qu'on le connaît, nous aussi, le fameux « monde de l'entreprise ». Et qu'on sait bien ce que c'est de devoir « négocier », seul.e ou avec quelques collègues, avec son chef ou son patron. On a vécu les heures de trajet pour aller trimer, l'impossibilité de partir un peu plus tôt le jour où c'était important, la peur de faire grève au risque de se faire mal voir, la galère de se faire payer les heures sup' au tarif légal… Alors quand le gouvernement essaye de nous faire croire qu'en supprimant un maximum de règles les patrons vont être de bonne humeur et trouver de super arrangements « gagnants-gagnants » avec leurs salariés pour ensuite pouvoir embaucher plein de monde, ça nous fait bien rigoler. Personne n'y croit d'ailleurs, car il s'agit surtout de mettre au pas les salarié.es pour le principe : simplement parce que Valls, Hollande et El Khomri croient à la loi du plus fort. Parce que l'idée d'un monde où les plus faibles s'organisent pour se défendre n'est pas du tout la leur. En prétendant « s'adapter » aux « réalités » d'aujourd'hui, ils veulent nous faire croire qu'il n'y a plus rien d'autre à faire. Désolés messieurs-dames, nous ne nous adapterons pas. Puisque vous nous attaquez, on se défend. Et défendre nos droits dans le monde du travail ne nous empêchera pas d'attaquer le travail. De le détourner, de s'y débattre, de l'éviter, de le saboter. Et de tisser des liens de solidarité, dans le travail et contre lui.

Quelques dizaines de personnes de banlieue parisienne
Précaires, chômeuses, fonctionnaires, doctorantes… qui bossent au black, en CDI ou sans salaires

ON BLOQUE TOUT !

Le projet de loi El Khomri est une insulte au monde du travail. Rarement l'attaque aura été aussi grave. Avec l'inversion de la hiérarchie des normes qui permet aux accords locaux au rabais, obtenus sous la pression, de se substituer aux accords de branche ; en lançant l'offensive contre l'outil syndical avec la promotion des référendums-bidons en entreprise ; en organisant et généralisant la précarité, la flexibilité et en facilitant les licenciements, c'est une dégradation majeure du temps et des conditions de travail de millions de salarié.e.s que prépare activement le gouvernement.

À nous de nous préparer tout aussi activement à l'en empêcher ! Tout ce que mérite un tel projet c'est une riposte déterminée et massive des travailleuses, des travailleurs du privé comme du public qui doivent converger, et de la jeunesse. Et pour cela, c'est le blocage de l'économie qui est à l'ordre du jour.

Le 9 mars, nous étions des centaines de milliers à battre le pavé. Pour nombre de salarié.e.s qui composaient la majorité des cortèges, la grève s'imposait. Le 17 mars, le 24 mars, la jeunesse lycéenne et étudiant s'est mobilisée activement. Le projet de loi a été présenté en Conseil des ministres, avec quelques effets d'annonces destinés à faire croire que la copie a été revue :nous le disons tout net, le projet de loi n'est ni amendable, ni négociable et seul son retrait, total, s'impose.

Le 31 mars, la grève interprofessionnelle a confirmé l'élan donné le 9 mars. La suite du mouvement doit être activement préparée et nous devons profiter de toutes les occasions pour renforcer la mobilisation. La seule manière de gagner et de faire plier le gouvernement, c'est de bloquer l'économie. Les travailleurs et les travailleuses doivent en effet prendre leurs affaires en mains dans cette lutte et ne doivent pas s'en remettre à des politiciens ou politiciennes qui n'ont que les élections de 2017 en vue. Et pour bloquer l'économie, ce qu'il faut c'est confirmer l'ancrage de la grève, préparer sa généralisation et sa reconduction partout où c'est possible dans les jours et semaines qui suivront !

Alors nous obtiendrons le retrait du projet de loi El Khomri. Alors nous pourrons préparer la contre-offensive, NOTRE contre-offensive en popularisant des revendications qui permettent de rassembler, sur lesquelles les équipes syndicales pourraient s'engager ensemble, à la base et dans l'unité. La réduction du temps de travail à 32 heures par semaine, sans réduction de salaires, ni flexibilité, sans arnaque à la clef comme l'ont été dans de nombreux secteurs les « 35 heures-Aubry », voilà par exemple ce qu'il est urgent de mettre en avant pour contrer les dégradations des conditions de travail et imposer des créations d'emplois.

Tout cela, nous nous engageons à le mettre en débat auprès de nos collègues, dans nos structures syndicales, dans les intersyndicales auxquelles nous participons. Nous sommes certain.e.s que ces préoccupations, nombreuses et nombreux sont les syndicalistes qui les partagent. Quelles que soient les appartenances syndicales, nous les appelons à rejoindre cet appel, à en proposer la signature à leur structure syndicale et à mutualiser les informations sur la mobilisation sur le blog lié à cet appel. C'est toutes et tous ensemble qu'on va lutter, c'est toutes et tous ensemble qu'on va gagner !

Des centaines de syndicalystes et sections syndicales (voir les signataires sur onbloquetout.

MARS ATTAQUE ! MAIS CE SERA TROP TARD !

Loi travail, assurance-chômage, état d'urgence, crimes policiers...

Tout leur sera permis tant qu'on ne saura les en empêcher

Appeler « loi travail » la dernière attaque en date contre nos conditions d'existence, il fallait oser. Les socialistes au pouvoir ont au moins le mérite d'être clairs et résument le comique « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy en un mot d'ordre plus explicite : travaille ! La terre se chauffe, les catastrophes se multiplient, les guerres créent de la croissance, des milliers de personnes sont enfermées aux frontières, en prison ou en centre de rétention, les emplois sont aberrants, mais il faudrait continuer, travailler, travailler, travailler.

Le plein emploi est mort, et l'horizon d'un CDI temps plein, de toutes façons, n'a plus grand chose de désirable. On y pense parfois, peut-être pour limiter l'angoisse de croiser Pôle Emploi , mais au fond on sait bien que les conditions de travail sont partout invivables.

Mais aucune réforme du code du travail, aucune renégociation de l'assurance-chômage ne saurait être consensuelle.

Ce qu'ils appellent « dialogue social » masque en fait un champ de bataille.

Pour une raison simple : les intérêts des patrons, des détenteurs du capital, des oligarques sont diamétralement opposés à ceux des employés, des travailleurs précaires, des étudiants en CDI chez McDo et des chômeurs. Tout ce qu'ils gagnent est autant de perdu pour nous : un peu moins de rapport de force de notre côté, un peu moins d'armes contre le pouvoir des patrons et l'arbitraire des institutions sociales.

Un exemple. Le projet de loi dit « El Khomri » – du nom de la porte-flingue que le gouvernement s'est choisi – permettrait aux employeurs, dans les branches où ça n'était pas encore le cas, de prévenir un employé à temps partiel d'un changement de planning seulement trois jours à l'avance. Trois jours à l'avance, tu ne sais pas si tu travailles ou pas, ni à quelle heure ; pour la garde des gosses, pour les rendez-vous médicaux ou amoureux, pour les réunions politiques ou celles de ton association, pour ton cours de badminton : débrouille-toi ! Ce n'est qu'un exemple parmi les centaines de graves mesquineries que cette loi permettrait, mais il dit bien la logique qui la sous-tend.

Grignoter encore les remparts qui empêchent un patron de faire n'importe quoi, de nous traiter n'importe comment.

Un autre exemple. Ce même projet de loi permettrait à Pôle emploi de récupérer les sommes versées qu'il estime indues directement sur les allocations des chômeurs . Au chômeur ensuite de prouver que c'est l'ordinateur de l'institution qui se plante, et d'attendre sans revenu, accumulant les dettes, de rentrer dans ses droits. Pôle emploi le pratique déjà illégalement et en toute impunité, les « partenaires sociaux » ont demandé à le faire entrer dans la loi !

La loi travail ne garantit même plus de congés en cas de catastrophes naturelles. Travailler pendant une inondation, une tempête ou une sécheresse, vous y aviez pensé ? Cette loi est à la hauteur du contexte dans lequel elle apparaît. Le meurtre de Rémi Fraisse. Les migrants qui meurent en mer et ceux que l'on déporte. Les racistes qui se lâchent de toutes parts. Les attentats et les va-t'en-guerre. L'Etat d'urgence. La

COP 21 et son armada de flics. L'impunité policière, toujours.

L'hiver politique dure et nous ne sommes pas au meilleur de notre forme, il faut bien le dire. Eux se croient tout permis. D'un certain point de vue, ils n'ont pas tort : tout leur est permis. Ils peuvent balancer des grenades sur les écolos, perquisitionner des milliers de musulmans ou assimilés, assigner des opposants politiques à résidence, négocier les flux migratoires avec des dictateurs, interdire des manifs, buter des Noirs et des Arabes sans êtres incriminés, tabasser et mutiler des lycéens.

La loi El Khomri n'est pas forcément le nom d'une défaite de plus qu'il va falloir encaisser. C'est aussi l'occasion d'un mouvement social – naissant, fragile, qui nous procure parfois un amer sentiment de déjà-vu, certes – mais ne soyons pas bégueules : des centaines de milliers de personnes dans la rue, des appels à la grève un peu partout, des lycéens joyeux et remontés, plus de 250 sans-papiers qui occupent la Direction Générale du Travail, des gestes de solidarités inattendus...

Nous l'espérions tous ce mouvement.

Collectif des Intermitants et des précaires

http://www.cip-idf.org

Génération précarité !

Nous sommes la génération des jeunes précaires qui n'ont jamais rien connu d'autre que des boulots de merde payer des miettes : stage, chômedu, rsa, cdd, intérim, pôle emploi, chômedu, formation pipeau, tafs au black, chômedu... voici, ce que qui se répète pour nous jour après jour : l'exploitation crasse et la survie...
Nous n'avons plus l'espoir, contrairement à certains de nos aînés, de toucher une quelconque retraite. Cette « carotte »-là ne fait plus partie de nos imaginaires.
Nous savons que les lois ultra-sécuritaires, qui tombent années après années, sont essentiellement là pour nous faire fermer nos gueules, pour nous réduire à l'esclavage.
Nous n'attendons plus rien des gouvernants et politiciens de tous bords. Nous savons qu'ils jouent contre nous, main dans la main avec ceux qui nous exploitent.
De tout ça, nous en avons marre, ras-le-bol, plein le cul. Nous n'avons plus envie d'être gentils...

NOUS APPELONS À :
S'attaquer à la sacro-sainte marchandise, le Graal des exploiteurs et des patrons.
* Par la grève (sauvage) pour stopper net la production.
* Par le blocage des flux économiques : en bloquant routes, autoroutes, gares, ports, aéroports, infrastructures économiques, et même internet...
* Par la destruction pure et simple et le sabotage : c'est le cauchemar de la bourgeoisie !
* Par la réappropriation : les marchandises que l'on a produites nous reviennent directement, enfin !
S'organiser de manière horizontale. Plus de petits chefs ni de grand manitou. Fini les bureaucrates qui décident pour nous ! Finis les services d'ordres des centrales syndicales qui assènent comment lutter et manifester. Egaux dans l'exploitation, nous sommes égaux dans la lutte !
Organiser des assemblées de lutte partout : dans les quartiers, les lycées et les facs, les usines et les petites boites. Pour discuter ensemble, préparer des actions, être plus forts collectivement. Fédérer ces assemblées au niveau hexagonal. Faire exister des réseaux forts et coordonnés aux niveaux européen et international. Développer l'entraide et la solidarité entre travailleurs, chômeurs, précaires et sans-papiers. Se filer des coups de main matériels, monter une caisse de grève, faire des échanges de savoir, soutenir les camarades victimes de la répression... La jouer collectif au quotidien !

Vive la lutte autonome ! En avant ! Collectivement !

Jeunes précaires véners
(mars-infos.org)

Pourquoi nous appuyons la jeunesse

Écrivains et intellectuels soutiennent « l'action de rue » contre la loi travail

Les médias nous disent que la loi Travail est menacée par un mouvement de la jeunesse. Ils spéculent sur l'état de ce mouvement. Est-il en phase ascendante ou déjà en train de s'essouffler ? On se livre à de passionnantes querelles d'interprétation sur les chiffres de la police. Nous qui ne sommes plus ni lycéens ni étudiants depuis bien longtemps et qui, pour certains, avons atteint un âge respectable, nous ne voyons pas les choses ainsi. Il nous semble que ce qui bouillonne dans le pays a certes pour déclencheur la loi Travail, mais n'a au fond que peu à voir avec cette loi. Et qu'insister sur la jeunesse dans ce mouvement relève d'une stratégie d'étouffement que viendront conclure, au moment-clé, les vacances et les usuelles démissions syndicales.

« On ne fait pas d'omelette sans casser des banques » écrivent avec esprit les lycéens sur les vitrines fracassées des agences bancaires. Ce qui s'exprime dans les slogans, dans les cortèges, dans les tags, dans les occupations, dans les affrontements avec la police, a trait à la situation générale du pays. Ce qui s'exprime là est un ras-le-bol diffus, une rage commune, une révolte transgénérationnelle. Jamais dans notre vie, nous n'avions vécu sous un gouvernement aussi discrédité, aussi cynique, aussi inapte à faire face aux défis du présent. Jamais l'idée qu'une alternance politique puisse changer quoi que ce soit à notre sort n'a semblé aussi absurde. Jamais la perspective d'une élection présidentielle n'a paru aussi saugrenue, grotesque et pour tout dire révoltante. Jamais la lutte entre les prétendants à la victoire électorale n'a offert un spectacle plus ridicule.

Le désastre social, économique, écologique, existentiel, ou pour le dire d'un mot : la crise de civilisation que nous traversons, ne trouvera pas d'issue dans la politique classique. Aussi, la question qui se pose au mouvement en cours n'est-elle pas celle de la loi El Khomri, mais bien celle d'un soulèvement. La destitution du gouvernement et du régime ne se fera pas par l'adjonction à un mouvement de jeunesse d'un mouvement syndical de salariés et de fonctionnaires. Ce ne peut être que le fait d'un vaste mouvement populaire. Voilà qui ne se fera pas sans violence, ni sans stratégie. La férocité qu'a déployée la police pour empêcher jeudi 17 mars à Tolbiac une assemblée ouverte du mouvement dit assez combien le gouvernement perd son sang-froid à l'idée de jonctions inattendues, auxquelles il nous faut donc travailler.

Pour sortir des limites fixées par les différentes bureaucraties, les prochaines dates sont le 24 et surtout le 31 mars, avec la proposition, ce jour-là, de rester dans la rue et d'occuper des places. Mais nous avons appris ces dernières années que les occupations de places à elles seules ne suffisent pas à bloquer le fonctionnement des institutions. Le risque qu'elles contiennent est de se contenter d'exister, d'attendre leur évacuation ou leur épuisement. À notre sens, elles doivent donc plutôt servir de base depuis lesquelles prendre les lieux d'où les « représentants du peuple » prétendent pouvoir le gouverner, et à l'occasion le matraquer. Mairies, conseils divers, assemblées soi-disant régionales ou nationales, tout cela mérite d'être investi, repris, assiégé ou bloqué. Nous devons viser le blocage organisé du pouvoir politique. Il est donc crucial que soit défendu publiquement, dans ces jours, le bien-fondé du recours à l'action de rue. Bref : ce petit texte pour dire à la jeunesse que nous sommes avec elle, que nous serons avec elle dans la rue ou en esprit, et qu'aucune manA uvre d'isolement ne nous en dissociera. Qu'elle se permette tout ce qu'il lui semblera nécessaire d'expérimenter. Nous l'appuierons. À très vite, dans la rue.

Pierre Alferi (écrivain),Daniel Colson (sociologue) Daniel Denevert (artisan), Stéphanie Eligert (écrivain), Jacques Fradin (Philosophe), Eric Hazan (éditeur), Nicolas Klotz (cinéaste), Frédéric Lordon (économiste), Pierre Marcelle (journaliste), Karine Parrot (juriste), Elisabeth Perceval (scénariste), Serge Quadruppani (écrivain)...

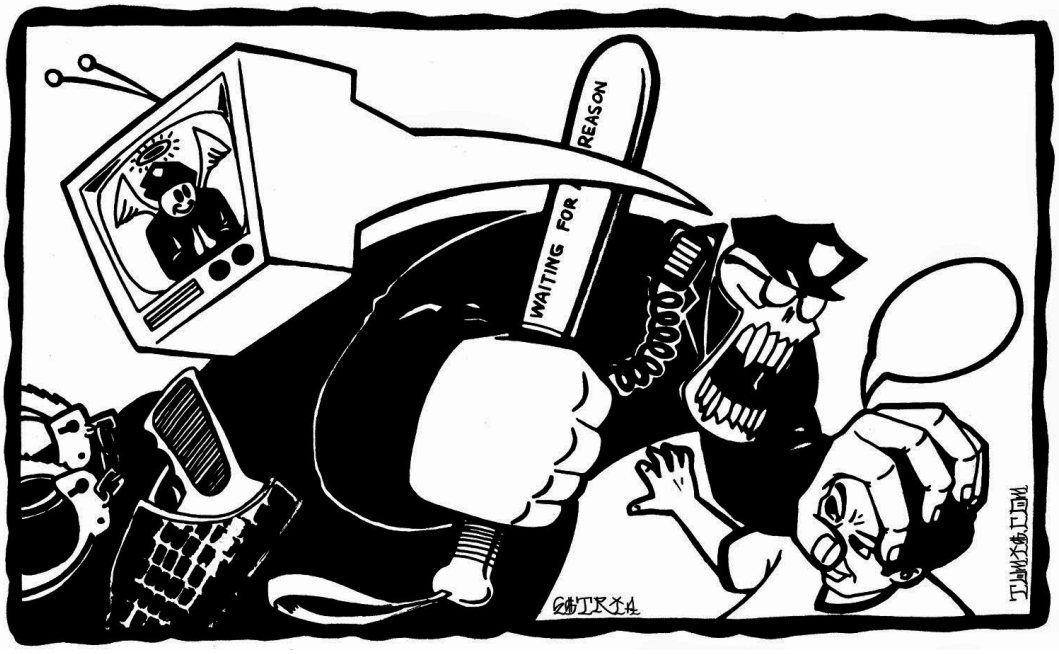
POLICE PARTOUT, JUSTICE COMPLICE

[...] La police charge. Un manifestant resté en arrière pour soigner des lycéennes est tabassé, il saigne abondamment du visage. Il sera embarqué. Alors qu'une vidéo scandaleuse d'un lycéen parisien frappé par un lâche en uniforme tourne en boucle dans les médias, ce sont des dizaines d'images de ce type que nous portons gravés dans nos mémoires ce 24 mars.

Cauchemars et facéties – spécial 24 mars, Lundi Matin (lundi.am)

[...] un policier relève un adolescent à terre avant de lui asséner un crochet du droit qui le renvoie au sol. Comme les images finissent à la télévision, les ministres sont bien obligés de s'indigner. Ils doivent faire semblant de découvrir les méthodes de leur police : « les images sont choquantes » ; les faits, eux, sont banals.

Hommage aux élèves de Bergson, Lundi Matin (lundi.am)



12 – « La violence, ça fait fuir les gens ! » On entend ça partout. Pourtant, ça ne se vérifie pas toujours, même pas souvent. Certes, les coups de bâtons, ça calme, les gardes à vue, les frais de justice, ça donne à réfléchir… mais pour un individu sorti du mouvement ainsi, la masse, souvent, grossie ! Des exemples il y a en a plein ces dernières semaines : les arrestations du 24 et 25 mars à Marseille, les vidéos qui tournent sur internet, font monter la rage et mettent de plus en plus de gens dans la rue. À Noailles, le 25 mars, 300 étudiants et leurs profs squattaient le comissariat après les violences d'État et en soutien aux inculpé.e.s, alors qu'ils n'étaient pas pour la plupart dans la rue la vieille. À paris, un mouvement spontanéiste s'est formé le même jour pour attaquer un commissariat du XIXe où exerçaient les chiens de garde ayant tabassés un étudiant le jeudi. La recette « violence = démobilisation » est éculée et se rapproche plus de la pâte à crêpe que d'une théorie de la lutte sociale. On remarque d'ailleurs plein « d'encartés » ou de pacifiste qui vont faire le prêche aux étudiants et élèves dans ce sens. Mais ce sont ces derniers qui sont aux premiers rangs de la contre-attaque et ils n'ont besoin de personne pour en tirer leçon et se faire leur opinion sur ce qu'il convient de faire. Ressentir la violence d'État, la voir s'exercer, c'est souvent le premier pas vers la mobilisation. Que ceux qui ont peur de la radicalisation de la jeunesse le disent clairement…

Rebellyon.info – questions tratégiques

VOLTIGEURS

A Toulouse et à Paris, on signale le retour des "voltigeurs", ces brigades motorisés qui, en 1986, avaient tuer Malik Oussekine. Elles avaient alors été dissoutes.

sources: IAATA.info, paris-luttes.info

"Les flics ne sont pas nos fils" (tagué sur un mur, signé: des putes)

#RÉPRESSION #TORTURE #MEURTRE #IMPUNITÉ

1999
La France fait l'objet d'une condamnation par la Cour sur la base de violences policières assimilées à des actes de **torture**, suite au passage à tabac (avec batte de base-ball) et au **viol** de M. Selmouni pendant sa garde à vue.

2002
Le Comité Européen pour la prévention de la Torture (CPT) demande l'interdiction en France de la technique d'immobilisation dite « clé d'étranglement », pouvant et ayant déjà entrainé la mort.

2004
La Cour Eurpéenne des Droit de l'Homme (CEDH) condamne la France à deux reprises pour « **traitements inhumains et dégradants** », suite à de graves violences policières.

2005
Amnesty International dénonce dans un rapport « l'impunité de faits pour les policiers en France », après avoir enquété sur « une trentaine d'affaires de graves violations des droits humains, avérées ou présumées, commises par des policiers, le plus souvent contre des jeunes, entre 1991 et 2005 ; violations [qui] ont pris la forme d'homicides illégaux, de recours abusifs à la force, d'actes de **torture** ou autres mauvais traitements et d'injures **racistes**. »

2007 (9 octobre)
La Cour Eurpéenne des Droit de l'Homme (CEDH) condamne la France pour l'emploi de la méthode d'immobilisation dite « clé d'étranglement », suite à un décès en 1998.

2008
Campagne d'**Amnesty Internationnal** : « Police, personne ne bouge ?! – campagne nationnale contre les pratiques policières mortelles »
Amnesty Internationnal dénonce :
- la méthode d'immobilisation dite « clé d'étranglement », interdite en Suisse, Belgique, Allemagne, New-York et Los Angeles, et demande son interdiction.
- « les interpellations ont conduit à la mort, notamment celle de Sydney Mamoka (Tourcoing, 1998), Lamine Dieng (Paris XXème, 2007), et plus récemment Hakim Ajimi (Grasse, 2008) »
- les « comportements humiliants, violents et disproportionnés, qui tendent à se banaliser, dont sont victimes des innocents ou des justiciables » lors des interpellations.

Le Syndicat de la magistrature dénonce : « Partout où la société civile manifeste, le gouvernement a recours à la justice pour décourager l'action militante et museler toute manifestation critique. **La justice pénale est largement instrumentalisée** puisque, sous couvert de lutte contre la délinquance, il s'agit aujourd'hui clairement d'intimider les citoyens et de les dissuader de s'exprimer ou d'agir. »

Par ailleurs, la secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, Hélène Franco, déplore l'inflation des poursuites pour outrage (+80% en dix ans), et dénonce une « tendance à la pénalisation des rapports sociaux ». (Libération du 19 septembre 2008)

2009
Amnesty Internationnal dénonce, dans son rapport intitulé « France, des policiers au-dessus des lois », « l'**impunité** des policiers accusés d'injures raciste, de recours excessif à la force, de coups, d'**homicides** illégaux », et déplore que « souvent, les victimes qui essaient de se plaindre sont accusées en représailles d'avoir commis un délit d'« outrage » en insultant les policiers. »

2010
La Cour Eurpéenne des Droit de l'Homme (CEDH) condamne la France pour violation de l'article 3 (interdiction de la **torture** et des peines ou traitements inhumains ou dégradants) suite au passage à tabac en 2001 de Yassine Darraj, alors agé de 16 ans, pendant « l'interrogatoire » au commisariat (« contusions du globe oculaire droit, du poignet et du dos, de multiples érosions cutanées du visage et du cou, de multiples hématomes du cuir chevelu [ainsi qu'] une fracture du testicule droit avec contusions et hématomes »). [Les juges] pointent l'insuffisance des sanctions prononcées à l'encontre de ces dernières (amende contraventionnelle de 800 euros, et requalifie les fait en « blessures involontaire ». Aucune sanction disciplinaire)

2011
Amnesty International sort de nouveau un rapport dénonçant des « cas de violations des droits humains commises par des responsables de l'application des lois en France, notamment **des homicides illégaux et des cas de torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants** », **« l'absence d'enquête effective**, même lorsque les faits sont très graves et que l'on dispose d'éléments de preuve », et la privation de réparation des victimes.
La Cour Eurpéenne des Droit de l'Homme (CEDH) condamne la France pour des violences commises par des membres d'une équipe régionale d'intervention et de sécurité (ERIS) le 3 décembre 2005 à l'égard d'une personne détenue à la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses.

2012
La Ligue des Droit de l'Homme (LDH) demande à la justice de se prononcer sur l'illégitimité de l'utilisation d'une arme de tir comme le Flash ball lors de manifestations », et affirme « que cette utilisation est un abus qui doit être condamné dans un Etat de droit. », suite à la **relaxe** d'un policier ayant éborgné un lycéen manifestant en 2007.

2013
Le défenseur des droits recommande, dans un rapport (remis en Mai), le renforcement de l'encadrement de l'utilisation des Flashball et LBD par les forces de l'ordre, mais ajoute que « Toutefois, l'imprécision intrinsèque de cette arme rend inutile les conseils et interdictions d'utilisation théorique, les risques de déviation de la balle étant considérables, même dans des conditions de tir idéales ». Le rapport préconise, conjointement à la CNDS, « à ce que la question soit posée de son maintien dans la dotation des forces de l'ordre ».

L'Inspection générale de l'administration (IGA) dénonce dans un rapport le recours trop régulier à des avocats, payés par l'administration, dans des affaires d'injures et d'outrage à agent.
20 000 dossiers de « protection fonctionnelle » sont déposés chaque année dans la police nationnale, pour un cout de 13,2 millions d'euros en 2012. Selon le service d'aide au recouvrement des victimes, 6 fonctionnaires de police ont déposé 15 dossiers chacun dans l'année, 31 entre 10 et 14 dossiers, 109 entre 5 et 9 dossiers. 0,14% des effectifs ont ouvert plus de 5 dossiers depuis 2009. **Le «recordman» a ainsi déposé 28 dossiers pour outrage en 2012.**

2014
Le **Syndicat de la magistrature** dénonce la permanence de la **répression de la contestation**, à Notre Dame des Landes et ailleurs. Le syndicat dénonce « l'extension incontrôlée du fichage génétique, la pénalisation aveugle du refus de prélèvement ADN, ...», et affirme : « Recourir à la pénalisation – d'ailleurs trop souvent sélective – de ces luttes, c'est enfermer dans l'illégalité toute pensée contestataire et stigmatiser un mouvement social fait de lanceurs d'alerte, qui usent de la liberté de contester l'ordre établi. C'est renoncer à y donner une réponse politique. »

Suite à la mort de Rémi Fraisse, Le **syndicat nationnal de la magistrature** regrette le choix du gouvernement de « l'extension, par décret, de la liste des armes dont peuvent être dotés des agents de sécurité privée », le fait qu'il « n'y a pas eu un élan, pas même l'ouverture d'une réflexion, pour repenser tout l'arsenal militaire dont on dote aujourd'hui policiers et gendarmes » et affirme : **« L'urgence est à la rupture avec l'armement toujours plus dense des forces de l'ordre. L'urgence, c'est de repenser le rapport purement policier à la contestation sociale ! »**

La **Cours européenne des droits de l'homme** (CEDH) condamne la France pour son utilisation du fichier STIC, dans lequel sont fichés environs 7 millions d'individus.

TUÉS PAR LA POLICE. ANNÉE 2014, EN FRANCE...

1er Avril : Marseille : Morad , 16 ans defenestré par la police à Marseille
29 juillet : Montgeron(91) : Dorel Iosif Floare a été tué par un policier d'une balle dans le thorax.
La famille a aussitôt porté plainte et s'est constitué partie civile avant de se mettre en quête de témoins, dont certains auraient filmé la scène.

21 août : Abdelhak Gorafia, 51 ans est mort dans des conditions troubles lors de son transfert par la police française vers l'aéroport de Roissy Charles De Gaulle, en exécution d'un arrêté ministériel d'expulsion. L'avocat de la victime, Soheil Boudjelal note que la version de départ – crise cardiaque – est totalement contredite. « Il n'est pas mort naturellement mais s'est étouffé devant les policiers ou sous l'effet de leurs contraintes. Ce qui suppose des convulsions et une mort atroce. Comment peut-on ne pas porter secours à quelqu'un qui s'asphyxie ? »

26 Août : Colmar : Houcine Bouras 23 ans, a été tué par un gendarme alors qu'il était menotté et dans un véhicule de police.
« Violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner». C'est sous ce chef d'inculpation que le procureur de la République de Colmar Bernard Lebeau a qualifié la responsabilité du gendarme. Une instruction a été ouverte. La famille réclame vérité et justice.

5 Septembre : Paris : un homme de 34 ans est mort après que les policiers ait utilisé leur pistolet à impulsion électrique.

17 Octobre : Toulouse : Timothée Lake 20 ans est abattu d'une balle dans le cœur par un policier de la BAC.
La police plaide la légitime défense (…) mais l'enquête est loin d'être terminée.

2 novembre : Tarn (ZAD du testet) : Rémy Fraisse mort à la suite d'un tir de grenade.

Mars, et ça repart! Appel de la ZAD

[...] Comme chacun le sait la manifestation qui réunira des dizaines de milliers de personnes prendra deux colorations. Une plus syndicale avec son cortège de drapeaux, de slogans et avec son inénarrable service d'ordre, et une autre plus spontanée avec une part importante de la jeunesse nantaise, sans doute un peu de casse et le désormais fameux face à face avec les forces de l'ordre.

Il y a dans cette répartition une forme de fatalité. Quand les uns sont condamnés à suivre la sono qui répète en boucle les mêmes chansons depuis 15 ans, les autres vont affronter, désarmés, un dispositif policier, qui à Nantes détient depuis des années la médaille d'or des mutilations.

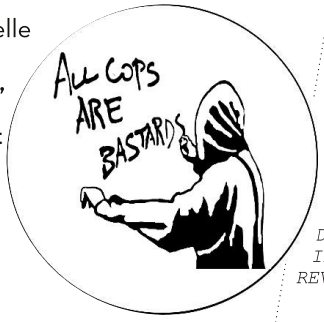
Quand les premiers se résignent déjà à l'idée que le 31 soit le point d'orgue du mouvement, les seconds tentent d'organiser les conditions pour en faire le point de départ. Et cette série de fatalités brise à répétition, depuis 15 ans le sens des mouvements et emporte avec elle la mémoire des luttes victorieuses ; nos retraites en savent quelques chose.

Pourtant, tout porte à croire que **les raisons qui nous conduisent dans la rue ne sont pas si éloignées.**
On descend dans la rue, d'abord parce que depuis le début de ce nouveau siècle, les gouvernements nous font sentir loi après loi la lente descente vers la précarité sociale.
On descend dans la rue ensuite parce qu'aucun gouvernement ne parvient plus à dissimuler le mensonge qu'a toujours été la politique classique. Exemple après exemple, **gouverner n'est jamais, aujourd'hui, que faire croire au peuple que les temps vont être durs.**

On descend dans la rue, encore, car aéroport après barrage, on nous a habitués ces dernières années à défendre nos territoires.
Et enfin, si on descend dans la rue, c'est parce qu'on nous somme depuis des mois maintenant de rester chez nous pour la sécurité de la nation. **D'état d'urgence en assignation, personne ne nous fera oublier qu'aujourd'hui les armes c'est la police qui les détient, et qui les utilise contre nous.** L'IGPN saisie deux fois dans la même journée du 24 mars dit bien quelle part incontrôlable contient la police qui encadre nos manifestations.

Sur cette base il faut briser la fatalité, la briser pour de bon. Ici, à Notre-Dame-des-Landes, des années de lutte nous ont appris que se tenir ensemble malgré quelques désaccords stratégiques, apprendre à **assumer la part débordante d'un mouvement, l'accompagner quand il le faut c'est lui donner toutes les chances de devenir victorieux.** On a appris que l'état ne craint jamais ceux qui implorent le changement, il ne craint que ceux qui défient son autorité. On a appris aussi qu'on pouvait perdre un frère de lutte, Rémi, abattu par la police sur la ZAD du Testet le 25 octobre 2014.

Si on doit compter sur l'expérience d'une victoire, celle du CPE en 2006 par exemple, alors il faudra se rappeler qu'**au moment ou le gouvernement a cédé, les rocades périphériques étaient bloquées dans toute une partie de la France, les émeutes s'étaient généralisées dans les principales villes, les grévistes n'attendaient plus les ordres de leurs directions pour agir.** Des centres de tri postaux aux amphithéâtres de la Sorbonne, la même conviction sourdait du fond des assemblées : il faut bloquer le pays ; prendre les rues, c'est la clé de la victoire. [...]



Le groupe Travail des occupant de la Zad (en prévision du 31 mars, Lundi Matin)

> Plus tôt dans la manifestation, nous entendions des syndicalistes metallo affirmer « qu'à l'époque, on laissait pas un pavé dans les rues de Lyon. C'était tout sur les CRS. Et pas un par personne, hein, mais dix. »
>
> **Cauchemars et facécies, spécial 9 mars – Lyon (lundi.am)**

[...] C'est le reste du cortège, les vivantEs, celleux qui ont refusé de rentrer chez elleux après l'inconséquente balade que leur avait concoctée les syndicats. LycéennEs et inexpérimentéEs pour la vaste majorité, ils et elles sont méduséEs devant l'agressivité des flics. Des remarques d'une naïveté désolante fusent : « c'est ça, la démocratie ?! »
Mais ils et elles ne mettent pas bien longtemps à me faire ranger ma condescendance au placard. Pendant que des dizaines de lacrymos font disparaître la place Saint-Cyprien dans un épais brouillard, les CRS chargent. Ça crie, ça pousse, ça tombe.
Alors que le nuage commence à se dissiper et que tout le monde s'est relevé, l'inattendu se produit. Les mots ne suffiront pas, car il fallait les voir, ces lycéennEs aux yeux rougis, silhouettes dans les lacrymos, revenir lentement sur leurs pas, en bloc, et hurler à la face des keufs : « on lâche rien ! ».
Je n'en crois pas mes yeux, au moins 500 personnes avancent, reprennent le terrain qu'on leur avait volé. Je retrouve des regards familiers, des sourires complices.
Pendant plus d'une heure, on tiendra la police en respect, en répliquant à chaque charge, à chaque tir. A leurs gestes robotiques et désincarnées, on répondra par toujours plus de rage, toujours plus de vie. Pendant que les unEs allument des poubelles, les autres renvoient les palais de lacrymo. Sens du vent aidant, les bleus s'étouffent dans leur propre gaz, provoquant l'hilarité générale.
Des nouvelles nous parviennent, et elles sont bonnes. L'avenue de Grande Bretagne est sens dessus dessous, des petits groupes foutent le bordel un peu partout, les flics paniquent au point de se rentrer dedans en bagnole. Avenue Etienne Billières, ils continuent de charger, on continue de revenir, aussi sûrement que les vagues sur un récif. [...]

IAATA.info – sur le 31 Mars à Toulouse

Appel au sabotage et à la vie

[…] J'ai mis personnellement beaucoup de temps à rejoindre cette méthode, pour une raison qui, aujourd'hui me pose encore problème : nous faisons peur. Toutes et tous en noir, hurlant des slogans offensifs et brisant à coup de marteaux et de pavés malencontreusement abandonnés sur la chaussée les banques passant à notre portée. Nous sommes de méchants casseurs, brûlant de haine et de rage ; des jeunes en perdition, capable de cramer jusqu'à leur propre maison (pour celles et ceux qui en ont une, bande de clodos !). Les gens attablés aux restos du quartier chinois interrompaient leur repas quelques minutes pour nous regarder d'un air apeuré derrière la vitrine : ils voyaient une masse de silhouettes sombres et destructrices, sans foi ni loi, une bande de pilleurs qu'ils sont probablement loin d'assimiler à une lutte politique. Je ne veux pas être là pour apporter de la peur. On a beau crier "Paris soulève-toi" ou "Ne nous regardez pas, rejoignez-nous", ça ne rassure pas les passants. Personne ne nous a applaudis, ne nous a ne serait-ce que sourit. Une seule et unique voiture a klaxonné pour nous encourager.

Alors pourquoi faire ça ? Les banques fermeront peut-être le lendemain, le temps de réparer leurs vitrines et distributeurs, mais rouvriront sans faute ; les habitant-e-s se sont barricadé-e-s chez eux/elles, surveillant anxieusement la télé et les bijoux de la grand-mère, les flics ont peut-être repérés certains d'entre nous.

A vrai dire j'ai décidé de cesser de me poser la question de l'efficacité, de la productivité. Cette manif' sauvage n'est ni l'un ni l'autre. Elle n'est pas non plus sensibilisatrice, ni explicative. Elle est. Elle vit. Elle ne fait pas d'étude de marché avant de se créer.

[…]Nous ne sommes pas des « casseurs », au sens où l'état et les médias l'entendent. Nous sommes des êtres humains, ni plus ni moins, qui ont décidé, à un moment ou un autre de leur vie, de ramasser un pavé, de préparer un cocktail molotov, et de le lancer sur les biens de celles et ceux qui nous démolissent, nous détruisent, nous et la nature. […]

Depuis le temps qu'on gueule « Vinci, dégage ! Résistance et sabotage ! », le moment est venu de passer de la paroles aux actes, partout, tout le temps : bloquons les flux, détruisons leur impunité, créons de la vie. […]

Paris-luttes.info

si ça ne tenait qu'à moi on mettrait le feu partout, on ferait des occupations, on irait à l'Assemblée pour tout bousiller.

un syndicaliste, libération.fr, date

La question n'est donc pas la vieille rengaine trotskyste de la « convergence des luttes » – luttes qui sont d'ailleurs présentement si faibles que même en les faisant converger on n'arriverait à rien de sérieux, en plus de perdre, dans l'habituelle réduction politique, la richesse propre à chacune d'elles –, mais bien celle de l'actualisation pratique du discrédit général de la politique en toute occasion, c'est-à-dire des libertés toujours plus osées que nous allons prendre à l'endroit de l'appareil gouvernemental démocratique.

Ceci n'est pas un mouvement, Lundi Matin (lundi.am)

La seule façon de répondre aux violences policières c'est de leur montrer qu'on est nombreux et qu'on ne se laissera plus faire, dont acte. Deux commissariats sont attaqués d'affilée sans que le moindre adulte n'ait jugé bon de venir leur prêter main forte.

Hommage aux élèves de Bergson, Lundi Matin (lundi.am)

Faisons donc en sorte que la rhétorique nauséabonde des « casseurs-provocateurs qui entraînent et légitiment la répression policière » s'effondre une bonne fois pour toute devant la nudité crue des lycéens gazés et matraqués à Bergson et ailleurs. Manifester et tenir la rue, c'est d'entrée de jeu prendre le risque de la répression. Cette prise de conscience est sans doute un préalable pour que le tabou idéologique de l'action offensive généralisée, ou du moins de la diversité des pratiques, s'écroule à son tour.

Mais qu'est-ce-qui est en train de se passer (paris-luttes.info)

"Agir en sauvage, prévoir en stratège" (René Char)

Si nous ne sommes pas organisés, si nos volontés ne se rejoignent pas toujours, ou pas au même moment, ce qui les terrifie est que la convergence se fasse soudainement, à la suite d'un évènement quelconque. Non pas la convergence des luttes comme on peut l'entendre dans les cortèges syndicaux qui n'est qu'un simple agrégat de composantes disparates et conservatrices et qui est vouée à s'effondrer avec le mouvement, mais la convergence des désirs. Du désir de vivre un monde que l'on construira, que nous construisons déjà. Que dans ces moments de lutte se tissent des liens, naissent des amours, émergent des projets communs, se créent des communautés de résistance. Que ces désirs diffus, éparpillés, divers, se rencontrent au gré d'une assemblée étudiante un peu laborieuse, d'une occupation, d'une garde-à-vue ou d'un repas partagé et que ce désir d'être ensemble, d'imaginer ensemble, de faire ensemble devienne de plus en plus pressant. Voilà ce qu'ils craignent.

Comité érotique révolutionnaire (Lundi matin — lundi.am)

*Lorsqu'un mouvement social réclame avec détermination le retrait d'un projet de loi, il obtient éventuellement sa re-négociation, probablement son report. Lorsqu'il commence à réclamer de nouveaux droits, à contre-courant de la réforme, il a quelque chance d'obtenir son retrait. Lorsqu'un mouvement social s'accompagne d'une critique radicale du travail, de l'économie, des dominations et inégalités instituées, lorsque finalement il prend l'allure d'un mouvement qui dépasse la posture revendicative, qu'il sort du jeu du « dialogue social » entre « partenaires sociaux », pour devenir l'expression d'un ras-le-bol exprimant une conscience suffisamment claire de l'arnaque continue que représentent les rapports sociaux existant, il a quelque chance d'obtenir de nouveaux droits, et se donne la possibilité de grossir les rangs d'une dissidence qui fasse véritablement sens, qui soit à la hauteur de la situation, et renverse, un moment au moins, le rapport de force. Début mars, prônant le « dialogue et le respect », François Hollande formule ses craintes : **« Rien ne serait pire que l'immobilisme ou de tout mettre en cause »**. L'immobilisme : voilà la victoire recherchée par les syndicats étudiants ; tout mettre en cause : voilà ce que peut un mouvement qui ne se laisse pas kidnapper par les tactiques et tacticien·e·s syndicaux. Au même moment, Myriam El Khomri lançait à son propre camp une formule que nous devrions pouvoir reprendre à notre compte : **« il faut frapper vite et fort, y compris en bousculant »**.*

Loi du travail - #OnVautMieuxQueCa, Vraiment ? (Labyrinthes.wordpress.com)

LE MONDE OU RIEN

Cours annulés, manifs sauvages, tags, casse, lacrymos, gouvernement en stress, fac en grève. Quelque chose est en train de naître. « Nous » sommes en train de naître. Nommer ce qui est en train de naître du nom de ce qui l'a précédé, c'est tenter de le tuer. Ramener ce que nous avons vécu dans la rue mercredi dernier, ce qui bouillonne depuis des semaines, ramener la rage qui gronde partout à l' « ombre du CPE » et tous les laïus que nous avons entendus la semaine dernière, est une opération, une opération de neutralisation. Quel rapport y a-t-il entre le discours syndical et les potes lycéens qui taguaient mercredi dernier « le monde ou rien » avant de s'attaquer méthodiquement à des banques ? Aucun. Ou juste une misérable tentative de récupération menée par des zombies. Jamais les organisations syndicales, jamais les politiques n'ont été si visiblement à la traîne d'un mouvement. S'ils sont si fébriles dans leur volonté de tout encadrer, c'est justement parce que tout pourrait bien leur échapper. Ce qui s'est passé est simple : une bande de youtubeurs ont additionné leurs like, ils ont parlé hors de tout encadrement, de toute « représentativité », ils ont appelé à descendre dans la rue ; une femme qui ne représente qu'elle-même a lancé une pétition contre la loi travail ; et parce que ce qui était dit sonnait juste, rencontrait un sentiment diffus, un écoeurement général, nous sommes descendus dans la rue, et nous étions nombreux. Les organisations ont suivi. Le risque de ne pas suivre était trop grand pour elles. Si elles ne le faisaient pas, leur mandat était caduc. Ceux qu'elles prétendent représenter auraient pris la rue sans elles, sans qu'elles puissent placer devant eux leurs banderoles de tête, sans qu'elles puissent sortir leurs gros ballons rouges, sans qu'elles puissent recouvrir nos voix de leurs mauvaises sonos, de leurs slogans grossiers, de leurs discours d'enterrement. Elles auraient été à poil. Les chefs ont donc suivi ; comme toujours.

Il n'y a pas une loi qui pose problème, mais toute une société qui est au bout du rouleau.

Nous sommes la jeunesse. Mais la jeunesse n'est pas la jeunesse, elle est plus qu'elle-même. Dans toute société, la jeunesse est l'image de l'élément disponible. La jeunesse est le symbole de la disponibilité générale. Les jeunes, ce n'est rien. Ce sont seulement ceux qui ne sont pas encore tenus. Tenus par un patron, tenus par des crédits, tenus par un CV. Tenus, et donc enchaînés, du moins tant que la machine sociale continue de fonctionner. Les discours médiatiques sur la menace d'un « mouvement de la jeunesse » visent à conjurer la menace réelle, et la menace réelle, c'est que l'ensemble de ce qui est disponible dans cette société, l'ensemble de ceux qui n'en peuvent plus de la vie qu'on leur fait vivre, l'ensemble de ceux qui voient bien que ce n'est pas juste cette loi qui pose problème, mais toute cette société qui est au bout du rouleau, s'agrège. S'agrège et prenne en masse. Car elle est innombrable, de nos jours, la masse des incrédules. Le mensonge social, la farce politique ne prennent plus. C'est cela, le gros problème qu'a ce gouvernement. Et pas juste lui : qui peut bien être assez con pour encore vouloir voter à gauche, à gauche de la gauche, à gauche de la gauche de la gauche, quand on voit ce que cela a donné en Grèce l'été dernier ? Un gouvernement de gauche radical surtout dans l'application de l'austérité.

Eh les vieux ! Vous n'avez pas été trahis, vous vous êtes juste laissés tromper.

Eh, les vieux ! Eh, nos vieux. Vous dites que vous vous sentez trahis. Que vous avez voté pour un parti de

LA «LOI TRAVAIL» ON S'EN FOUT !

ON VEUT PLUS TRAVAILLER DU TOUT !

MORT AU DIALOGUE, VIVE LE SABOTAGE !

1917
2017
ON EST
CHAUDS

APRES
MARX
AVRIL.

cgt
ON PEUT MIEUX QUE
NON MERCI
La nuit c'est fait pour baiser
PAS POUR TRAVAILLER

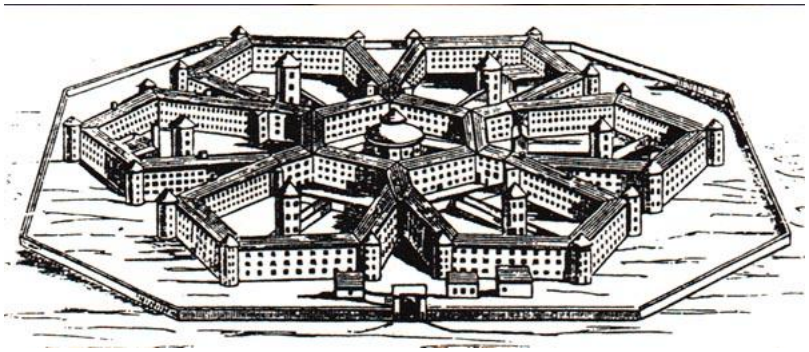
la retraite
à 13 ans

LOI, TRAVAIL
RETRAIT DES DEUX

fin du travail vie magique!

gauche, et que la politique menée ne correspond pas à vos attentes. Vous parlez de « reniement ». Mais vous étiez où en 1983 ? Les années 80, les années fric, Tapie au gouvernement, Libé qui titre « Vive la crise ! », ça ne vous dit rien ? Nous, on n'était pas là, mais entre-temps, vos défaites sont devenues nos cours d'histoire. Et quand on les écoute, ces cours, on se dit que Macron ne fait que terminer le boulot commencé en 1983. C'est le même programme depuis lors. Il n'a pas changé. Vous n'avez pas été trahis. Vous vous êtes juste laissés tromper. Vous avez préféré cultiver vos illusions. Ce ne sont pas les actes des socialistes qui ont trahi leurs discours. Ce sont juste ces discours qui ont servi, à chaque élection, à vous enfumer pour pouvoir continuer à mettre en œuvre le même programme, pour poursuivre la même offensive. Une offensive de 35 ans, menée avec constance, sur tous les plans en même temps – économique, sécuritaire, social, culturel, existentiel, etc.

Cette loi, on n'en discutera pas.



Ce qui est en train de naître, a peu à voir avec la loi travail. La loi travail, c'est juste le point de renversement. L'attaque de trop. Trop arrogante, trop flag, trop humiliante. La loi renseignement, la loi Macron, l'état d'urgence, la déchéance de nationalité, les lois antiterroristes, le projet de réforme pénale, la loi travail, tout cela fait système. C'est une seule entreprise de mise au pas de la population. La loi El Khomri, c'est juste la cerise sur le gâteau. C'est pour ça que ça réagit maintenant, et que ça n'a pas réagi sur la loi Macron. À la limite, si on descend dans la rue contre la loi travail, c'est pas parce qu'elle concerne le travail. C'est parce que la question du travail, c'est la question de l'emploi de la vie ; et que le travail, tel que nous le voyons autour de nous, c'est juste la négation de la vie, la vie en version merde. On n'est plus dans les années 1960, vos Trentes Glorieuses, remettez-vous en, on ne les a jamais connues. Personne d'entre nous ne croit qu'il va se « réaliser » dans le taf. Ce dont on se défend maintenant, c'est que le peu de vie qui nous est laissé après le taf, en dehors du taf, ne soit réduit à néant. Le petit jeu des organisations syndicales et des partis pour limiter le terrain du conflit à la question de la loi travail, à la négociation avec le gouvernement, c'est seulement une façon de contenir notre désir de vivre, d'enfermer tout ce qui les excède dans la sphère étouffante de leurs petites intrigues. Syndicats et partis, pas besoin d'être devin pour voir, d'ores et déjà, qu'ils nous lâcheront en rase campagne au moment décisif. On leur en veut pas. C'est leur fonction. Par contre, ne nous demandez pas de leur faire confiance. C'est pas parce qu'on est jeune qu'on est né de la dernière pluie. Et puis arrêtez de nous bassiner avec vos vieux trucs qui marchent pas : la « massification », la « convergence des luttes » qui n'existent pas, les tours de paroles et le pseudo-féminisme qui vous servent juste à contrôler les AG, à monopoliser la parole, à répéter toujours le même discours. Franchement, c'est trop gros. La question, c'est pas celle de la massification, c'est celle de la justesse et de la détermination. Chacun sait que ce qui fait reculer un gouvernement, ce n'est pas le nombre de gens dans la rue, mais leur détermination. La seule chose qui fasse reculer un gouvernement, c'est le spectre du soulèvement, la possibilité d'une perte de contrôle totale. Même si on ne voulait que le retrait de la loi travail, il faudrait quand même viser l'insurrection : taper fort, se donner les moyens de tenir en respect la police, bloquer le fonctionnement normal de cette société, attaquer des cibles qui font trembler le gouvernement. La question de la « violence » est une fausse question. Ce qui est décrit dans les médias comme « violence » est vécu dans la rue comme détermination, comme rage, comme sérieux et comme jeu. Nous, c'est ça qu'on a éprouvé mercredi dernier, et qui a quelques raisons de faire flipper les gouvernants : il y avait du courage parmi nous, la peur s'était dissipée, on était sûrs de nous. Sûrs de vouloir marcher sur la tête de ceux qui nous gouvernent. Sur la tête de ceux qui, toute l'année, nous marchent sur la gueule.

Taper fort ! Taper Juste ! #BatailleDeSolferino

Contrairement à ce que nous disent les apprentis bureaucrates de l'UNEF ou du NPA, taper fort n'est pas ce qui va nous « isoler des masses », si les cibles sont justes. C'est au contraire cela qui va faire que tous ceux qui sont à bout vont nous

rejoindre ; et ça fait du monde. La question que pose la loi travail, c'est la question de la politique menée par le PS depuis 35 ans, c'est de savoir si oui ou non ils vont pouvoir mener à terme leur campagne de plusieurs décennies. C'est aussi la question de la politique en général. Qu'un mouvement se lève à un an d'une campagne présidentielle, qui généralement impose le silence et l'attente à tous, en dit long sur la profonde indifférence, voire l'hostilité, qu'elle suscite déjà. Nous savons tous que les prochaines élections ne sont pas la solution, mais font partie du problème. Ce n'est pas par hasard que spontanément, mercredi dernier, les lycéens de Lyon ont cherché à atteindre le siège du PS, et se sont affrontés à la police pour frapper cet objectif. Et ce n'est pas par hasard que des sièges du PS à Paris et à Rouen a été défigurés. C'est cela que, de lui-même, le mouvement vise. Plutôt que de s'enferrer dans des négocations-piège à con, ce qu'il faut attaquer, partout en France, à partir de jeudi prochain, ce sont donc les sièges du PS. À Paris, il faut que ce soit la bataille de Solférino. Pour la suite, eh bien, on verra. Va falloir la jouer fine. Mais l'enjeu est colossal.

Ils reculent, attaquons !

Lundi Matin (lundi.am)

Cette CGT n'est pas la mienne

À propos de la manif du 24 mars 2016 à Paris et de l'attitude d'un SO de la CGT.

Jeudi 24 mars 2016. À Paris, il fait gris, le printemps est là, mais il est timide. Aujourd'hui, c'est jour de manifestation contre le projet de loi Travail du gouvernement Valls. C'est la troisième journée de mobilisation, après le beau succès du 9 mars et la gymnastique du 17. Rendez-vous est donné à 12 h 30 à la gare Montparnasse pour les organisations syndicales et les cortèges lycéens et étudiants, dont une bonne part bat déjà le pavé depuis 11 heures.

J'arrive sur place un brin en avance, mes camarades ne sont pas encore arrivés. Je sors un drapeau CGT (j'y suis syndiqué depuis plusieurs années) et je jette un premier coup d'A il pour prendre un peu la température et chercher l'emplacement du cortège de ma fédération syndicale. Bon, le constat est un peu déprimant : quelques camions et ballons syndicaux garés près des trottoirs, la circulation n'est pas vraiment coupée, on dirait bien qu'il n'y aura pas foule ce jour-là… La mobilisation s'essoufflerait-elle déjà ? Trop tôt pour le dire, d'autant plus que l'absence d'appel national à la grève bloque pas mal de travailleurs et de travailleuses au boulot, les empêchant de manifester aujourd'hui.

À 13 heures, la place finit par se remplir un peu plus, la CGT commence à occuper la route, les effectifs se gonflent. La police s'agite aussi, entame ses manA uvres : des camions de CRS et de mobiles arrivent, des lignes se forment. Au loin, le gros cortège lycéen et étudiant se dessine, précédé et partiellement encadré par des gendarmes un peu sur les nerfs. Il paraît que, ce matin, les manifestants partis de place d'Italie leur ont fait savoir tout du long du trajet qu'ils n'étaient pas les bienvenus dans nos rues…

Le cortège de la jeunesse marche vite et dépasse ceux des syndicats, qui les regardent passer, mi inquiets mi rassurés par ces centaines de personnes qui viennent à point nommé renforcer l'effectif de la manifestation. Pour ma part, je suis plutôt content : l'après-midi s'annonce moins déprimante que prévue, moins morose, moins plan-plan. Les lycéens sont motivés : ils balancent des slogans avec enthousiasme, ils font voleter quelques drapeaux avec énergie. Certains se moquent aussi des flics, et notamment des types de la BAC, qui déploient beaucoup de violence depuis quelques semaines, le gouvernement cherchant très clairement à briser par la peur la dynamique naissante de mouvement social. Dans une ruelle, un passant qui veut rejoindre la manifestation passe devant trois flics en civil : un lui balance un grand coup de pied au cul, comme ça, gratos, tandis qu'un autre lui retire des mains la cannette qu'il portait, avant de le laisser retrouver les manifestants, en l'insultant.

« [...] La manif est partie à 14h de Bellecour, les lycéen-es et étudiant-es en tête, mais n'a parcouru dans un premier temps qu'une centaine de mètres. Elle a été immédiatement bloquée par la police, laquelle s'est plainte des risques de jets de projectiles et d'avoir été « insultée ». Après discussion, la banderole syndicale a pris la tête du cortège, derrière le service d'ordre de la CGT. La police qui fait pression pour que le service d'ordre soit devant est une première hallucinante. [...] »

Rebellyon.info – sur la manif du 5 avril

« [...] 3. De fait, le retrait d'une réforme qui dégrade les conditions d'exploitation du travail ne peut être considéré comme une victoire uniquement pour les syndicats et leurs représentant·e·s qui, à l'occasion des mobilisations réclamant le maintien de la situation actuelle, disposent d'une certaine publicité, et d'un tremplin à leurs carrières. Si le fait de devoir repousser ou de ralentir l'évolution du degré de subordination de chacun vis-à-vis de l'économie est en quelque-sorte un échec pour un gouvernement et les organisations patronales qu'il représente (encore que cela prépare malgré tout la suite), il n'y a là pas plus de victoire pour les salarié·e·s qu'il n'y en a pour les « citoyen·e·s » lorsqu'ils parviennent à « faire barrage au front national ». A minima, une bataille victorieuse des travailleurs·euses (et étudiant·e·s, et chomeurs·euses...) lors d'un mouvement social implique une augmentation de leurs droits. Mais chaque bataille devrait être l'occasion de se souvenir que nous ne gagnerons la guerre qu'ils nous font que lorsque nous organiserons nous même, collectivement, le travail et l'économie en général. Lorsque nous organiserons collectivement nos moyens de vivre. Lorsque nos vies ne seront plus subordonnées à l'accroissement de la richesse et du pouvoir de quelques-uns. [...] »

Labyrinthes.wordpress.com

Devant le cortège qui ouvre la manifestation, les flics gazent ; mouvement de foule, de recul, on en a tous plein les yeux, la bouche. Ça tousse, ça pleure, on sort les sérums. On se retrouve au niveau du premier cortège CGT et, rapidement, une ligne de mecs se forme, composée de gros bras badgés CGT. Bah oui, voilà le fameux service d'ordre (SO) de la centrale de Montreuil de sortie ! Le chef des flics, en civil, vient leur parler, ensemble ils font copain-copain ; c'est dégueu. Quand je m'apprête à rejoindre le devant de la scène – là où c'est un peu joyeux, où les esprits sont échauffés, où on n'entend pas se laisser dicter nos comportements de rue par la police –, un type du SO se précipite vers moi. Il a l'air un peu au taquet, le gaillard, et il me dit de ne pas aller plus loin. Je lui demande pourquoi et il me répond que, au-delà de cette ligne de gros bras, il n'y a que, je cite, « des casseurs qui veulent nous empêcher de manifester ». Je hausse les épaules, lui fais savoir que je m'en moque et je

« [...] le premier geste ça a été ensuite de prendre la tête de la manifestation (avec un peu d'hésitation mais finalement oui). C'est important parce que sinon les gros syndicats s'en chargent. Au sens propre ils prétendent conduire le mouvement, ce qui ne présage rien de bon vu que leur boulot au quotidien c'est de « défendre l'emploi », c'est à dire co-gérer nos conditions d'exploitation et de soumission dans le monde économique. Pendant les mouvements, ils sont là avant tout pour négocier et siffler au moment opportun la fin de la récréation. Ça se ressent jusque dans la rue : les syndicats sont sensés négocier le parcours, mettre en place un SO pour prévenir tout débordement. Leur collaboration avec la police se marque par un contact permanent avec les flics chargés d'encadrer la manifestation, leur souci d'isoler les éléments perturbateurs, et quand ils en ont les moyens (donc pas trop à Lyon), de faire le coup de poing contre les plus énervé-es, quitte à les livrer aux forces de l'ordre à la fin. Prendre la tête, donc, pour faire la place à d'autres présences que de défiler symboliquement, pouvoir tenter autre chose (comme réellement perturber le train train métropolitain), et bien marquer que dans cette lutte, rien n'est négociable. [...] »

Rebellyon.info – sur la manif du 5 avril

poursuis ma route. Un instant, je me demande s'il va me courir après pour me choper mon drapeau ; ce serait rigolo. Sauf que, dans le cortège des fameux « casseurs », il y a déjà quelques drapeaux CGT qui flottent… Il y a des camarades de SUD, aussi. Tout le monde est choqué de l'attitude de ce SO surprise qui montre très clairement sa raison d'être : empêcher les gens du cortège de devant de se mêler aux cortèges syndicaux et faciliter ainsi le boulot de la police, qui, si elle le souhaite, aura alors tout loisir d'aller choper ceux et celles qu'elle juge trop virulents. Je n'avais pas vu ça depuis longtemps, et ça fout la haine, encore plus quand ces collabos-là partagent ton affiliation syndicale…

Finalement, la manifestation s'élance vers Invalides, mais le SO veille à maintenir sa ligne, son « cordon sanitaire ». Je reste devant, et je ronge mon frein pendant tout le parcours, peinant à expliquer à mes petits camarades non syndiqués – que j'ai fini par retrouver – que ces connards-là ne peuvent pas représenter toute la CGT. J'ai aussi envie de balancer mon drapeau, que je me contente de mettre en berne.

Une chose est sûre, cette CGT-là n'est pas la mienne, et ne l'a jamais été. Ma CGT ne parle pas avec les flics pour les aider à serrer des manifestants, elle n'empêche pas des mômes qui en ont marre de bouffer du gaz de se réfugier dans un cortège un peu plus sûr. Non, ma CGT, c'est celle des Goodyear qui affrontent les flics à Amiens et qui séquestrent des patrons ; c'est celle qui arrache les chemises des DRH ; c'est celle qui, la veille, le 23 mars, a foutu tout un McDonald's en grève et dans la rue ; c'est celle dont les élus, les militants et les militantes de base s'acharnent au quotidien dans leur boîte pour défendre leurs droits et ceux de leurs collègues ; c'est celle qui, ce matin, occupait les mairies des XVIIIe et XIIIe arrondissements parisiens ; c'est celle dont les militants refusent, comme à Roanne, qu'on leur prélève leur ADN ; c'est celle qui se solidarise de toutes les victimes de la répression et des violences policières. Je sais que cette CGT-là, solidaire et debout dans les luttes, qui n'affectionne pas les rôles de flicaillons, est celle de beaucoup de camarades. Et je ne serai pas de ceux qui donnent dans l'antisyndicalisme primaire ou qui crient à la trahison à chaque fois qu'ils voient un drapeau siglé. Mais je me demande si, un jour, les syndiqués qui ne tolèrent pas ces pratiques révoltantes sauront se rassembler pour faire face à ces SO de merde et les briser.

Guillaume, Un syndicaliste CGT énervé

5- Le rôle des organisations (syndicats ou partis). Il apparaît clairement après un mois de mobilisation que le mouvement contre la « loi travail-exploitation » n'est pas un mouvement d'organisations, en tout cas pas principalement. C'est une réalité, puisque même les individus affiliés à des organisations y viennent le plus souvent à titre « anonyme ». Aussi, si les organisations peuvent légitimement s'organiser de leur côté pour participer au mouvement de masse contre la « loi travail-exploitation » et ainsi grossir les rangs, elles ne devraient être que des participants parmi d'autres. Au sein de l'assemblée de lutte ou face aux « cellules » non encartées, les organisations ne devraient avoir qu'un rôle de soutien logistique (matériel, information). Elles doivent participer à la structuration du mouvement et pas le structurer à leur image. La question de la récupération « politique » ne semble pas encore se poser aujourd'hui, mais elle devra faire l'objet de discussion très prochainement.

7- Se méfier des «_prophètes révolutionnaires_». Fatalement, des individus ou des groupes seront conduits à dire que c'est le «_bon_» ou le «_mauvais_» moment pour telle ou telle chose, telle ou telle action. Si parfois ces réflexions peuvent s'avérer fondées, seules les AG intersectionnelles ou intersectorielles (comme l'assemblée de lutte ou les assemblées sectorielles – d'étudiant.e.s, de travailleu.r.se.s) doivent et peuvent trancher cette question. Il n'appartient à aucune personne ni a aucun groupe particulier de décider ou de prophétiser le moment et le devenir de la lutte pour l'ensemble du mouvement. À titre collectif ou individuel, méfiez-vous de ce genre de prophétie ou des «_cuisiniers_» de la contestation_!

2- Grossir les rangs et propager la lutte. Chaque foyer de lutte ou « cellule » (étudiants, précaires, chômeurs, salariés stables, anonymes, « encartés » ou non etc.) à une fonction de propagation de l'information et des modalités d'actions possibles. Les non mobilisés ne sont pas des idiots sans conscience, tout est une question de temps. Être mobilisé, se mettre en mouvement est une chose complexe et la propagation du mouvement de masse doit permettre matériellement la mobilisation du plus grand nombre. Il n'y a aucun privilège à être ou à avoir été présent aux premiers temps de la mobilisation, c'est souvent seulement une question de circonstances.

3- Faire ce qu'on sait faire et ce qu'on peut faire. Dans un mouvement de masse, il n'y a pas de spécialiste a priori. Mais personne n'est obligé d'adopter un rôle pour lequel il ne sent pas les moyens. Si tu sais faire des affiches : fait des affiches ; si tu sais te battre, vas-y ; si tu sais transmettre l'information, n'hésite pas ! Du temps, quelques euros, ramener des copains, tout est utile à la propagation du mouvement.

8 – Les individus ne sont pas les organisations ou les groupes. Il faudrait éviter de remettre toujours la faute sur telle organisation (par exemple, la CGT…) ou tel groupe (par exemple, les autonomes…). Premièrement, c'est d'une simplicité extrême et cela nie la composition très variée et en changement permanent de ces mouvements. Deuxièmement, cela s'appuie le plus souvent sur des catégories diffusées par les milieux dominants eux-mêmes. Troisièmement, les individus ne sont pas les groupes, il faudrait éviter de taper sur une personne au nom de son collectif ou, le plus souvent, d'une fraction de celui-ci. La question de la lutte contre les «_jaunes_» est pourtant une question centrale et il y a lieu qu'elle soit débattue sérieusement à un moment donné.

Rebellyon.info

Nuit debout, le rêve éveillé d'une convergence des luttes

Le mouvement Nuit debout, né le 31 mars à la suite des manifestations contre la loi travail, a professé de ne plus se coucher face au pouvoir. Le « rêve général » a été décrété pour une durée illimitée. Dans plusieurs villes, dont Paris place de la République, des occupations et assemblées populaires appellent à penser et réaliser la convergence des luttes, un vaste chantier porteur d'espoir.

Pincez moi, je crois rêver, les jours passent et le soleil ne se couche pas sur la Nuit debout. Ils ne voulaient pas rentrer chez eux après les manifestations du 31 mars contre la loi travail, et voilà qu'une brèche temporelle s'est ouverte : ce n'était pas un poisson d'Avril, nous voici déjà le 34 mars du calendrier lunatico-révolutionnaire. Le vieux temps politique, des divisions et polémiques stériles, s'est arrêté dans cet espace émancipé des contraintes d'une réalité devenue depuis trop longtemps synonyme de frustration. L'ambiance est désormais au « Rêve général », au désir puissant d'avenir, subversion terrible dans cette époque de peurs.

A travers l'occupation de places publiques, en particulier à Paris à l'emblématique République, un mouvement transversal composé d'atomes d'organisations, de particules de militants et d'électrons follement libres ont décidé de fusionner, de converger, dans une explosion de joie. L'expérience est si chaleureuse qu'elle permet de braver le froid jusqu'au matin ; malheureusement, le petit déjeuner des occupants est invariablement gâché par ceux venus étouffer le feu sous leurs bottes. Au troisième jour, les occupants ont pu rester place de la République à Paris, mais la nuit fut agitée suite à des tentatives déjouées d'infiltration des assemblées par la mouvance d'extrême droite du 14 Juillet.

Un tag inspiré dans la faculté occupée de Tolbiac Paris I professait « Où disperserons nous les cendres du vieux monde ? » Peut-être qu'à l'image de l'occupation Nuit debout, qui reprend place depuis trois jours, ce seront les étincelles sauvées du petit matin qui viendront rallumer la flamme chaque soir, le vent de révolte se chargeant de la propager au reste du pays…

Le rêve brisé du capitalisme low-cost

Il n'y a pas à dire, « leurs nuits sont plus belles que vos jours », ces jours maudits d'angoisse, de crise et de division. Le pauvre a peur de perdre son toit, le travailleur de perdre son emploi, le riche de se faire redresser pour deux lingots planqués en Suisse… Pendant ce temps, les maîtres, l'oligarchie des ultra-riches et des puissants, bref, les fameux « 1 % », tremblent d'une excitation coupable de s'être emparés de toutes les richesses, d'avoir transformé la beauté du monde en une vulgaire fiction comptable, succession minable de zéro. Le paradis est désormais fiscal, mais l'enfer bien réel pour les pauvres, « cette moitié de la population mondiale qui ne dispose que de 0,5 % de cette richesse » selon l'ONG Oxfam. Tous les autres sont condamnés au purgatoire par ces maîtres sans justice ni grandeur, ces « tyrans qui ne sont grand que parce que nous sommes à genoux » disait déjà le jeune Étienne de La Boétie. Que diraient aujourd'hui les jeunes Bergson violentés et les autres ? Peut-être que la servitude qui leur est proposée comme unique horizon n'a plus rien de volontaire…

Quand Macron encourageait les jeunes à rejoindre le club des milliardaires, il était

plus réaliste que provocateur ; l'avenir est à ce point binaire pour la jeunesse : smicard pour les chanceux ou richard pour les teigneux. Malheureusement pour la classe dominante, le petit confort made in China dans un 20M² ne se vend plus aussi bien que la maison promise à nos parents, la pub kitsch du capitalisme low-cost se déchire avant même que le crédit ne soit remboursé. Dans ce paradis en perdition, il semblerait que le rite d'initiation de l'adulte soit de s'enferrer dans les dettes, chaînes qui tintent au tour du cou de ceux qui marchent la tête courbée et douloureuse.

Il y a tout de même quelque-chose d'incongru à supplier à genoux de tels vendeurs de pacotilles, aussi radins que mesquins, n'en convenez vous pas ? Ainsi, les participants de l'occupation ont pris le parti de ne rien revendiquer, ne pas quémander et de ne jamais se coucher. Frédéric Lordon explicitait pleinement cette ambition dans le seul et unique discours du mouvement le 31 mars : « Merci El Khomri, Valls et Hollande, pour nous avoir enfin ouvert les yeux et fait apparaître qu'au point où nous en sommes, il n'y a plus rien à négocier, il n'y a plus rien à revendiquer. [...] Pour notre part, nous sommes maintenant bien décidés à emprunter une autre voie. La voie qui révoque les cadres, les rôles et les assignations. La voie du désir politique qui pose et qui affirme ! »

Quand il n'y a rien à perdre, tout est gagner, et ainsi le désespéré finit par s'affranchir de ses peurs. Ainsi, les occupants s'enhardissent au point de « vouloir tout, prendre tout, et ne rien leur laisser » mais, tout cela, il faudra l'arracher et pas seulement à mamie du haut de ton 50Cc…

La convergence des luttes, un blasphème politique ?

La Nuit debout est née d'une question simple, inspirée du documentaire satirico-subversif Merci Patron de François Ruffin, fondateur du journal Fakir : « comment leur faire peur ? » Comment faire pour qu'enfin cette lancinante angoisse de l'avenir change de camp ? Lors d'un débat public à la Bourse du travail, un petit millier de personnes répondirent en choeur : « après les manifestations, ne rentreront pas chez nous, passons la nuit debout ! » Le mot d'ordre était lancé, encore fallait-il savoir quoi faire de ces nuits ? Comme entre de vieux amis, ils et elles se sont dit « pourquoi ne pas refaire le monde ce soir ? » Mais bon, l'occupation d'un bistrot, ça manquait un peu de panache. Quand on est un peu fou, seule une idée encore plus folle peut vous sortir de l'impasse. Ils décidèrent alors

d'ouvrir une brèche dans la grisaille, rappelant Sénèque "La vie ce n'est pas d'attendre que l'orage passe, c'est d'apprendre à danser sous la pluie", afin d'appeler à la convergence des luttes. Il y a en France 20,000 Luttes du nom de "l'organe de propagande non officiel" du mouvement, pastiche du chiffon à strapontin 20 Minutes, mais malheureusement, pas beaucoup plus de militants.

La convergence des luttes est une idée à la fois si simple, Frédéric Lordon ne manquerait pas de rappeler le dicton grec « L'union fait la force, aouh, aouh » (« 300 », le film), mais à la fois si difficile à fonder : comment unir autant de luttes que de personnes ? Cette question stratégique est au cA ur de la Nuit debout, à ce point intime qu'elle n'est encore qu'effleurée du bout des lèvres par les participants à l'immense assemblée populaire. La convergence est avant tout volonté, à l'image de la centaine de personnes investies dans l'organisation préliminaire dans les différentes commissions. « Cette équipe logistique », comme elle se présentait à la revue Ballast quelques jours avant de passer à l'action, a d'abord souhaité provoquer les conditions physiques et matérielles d'une vaste rencontre, embryon de convergence, dont la destinée a ensuite été abandonnée à la volonté de l'Assemblée générale. L'objectif énoncé était un savant mélange entre modestie et ambition : « On considère que la machine doit se lancer. Ensuite, on espère qu'elle vivra ! La Nuit debout est le début d'un mouvement. »

La convergence à ce-ci de difficile qu'elle nécessite renoncement et lâcher prise, loin de l'hyper-contrôle institutionnel si cher aux structures politiques traditionnelles (partis, syndicats, associations…). La Nuit debout refuse de s'incarner, de se trouver des leaders et coureurs de plateaux Tv, préférant sans conteste une approche protéiforme, aussi insaisissable que réellement représentative. Aujourd'hui, la convergence se fait transversale, addition de luttes et d'histoires, croisement de trajectoires, mais pour exister dans tout son potentiel de puissance, elle doit se faire transcendantale, dépasser l'existant pour construire une nouvelle entité, trouver sa propre identité.

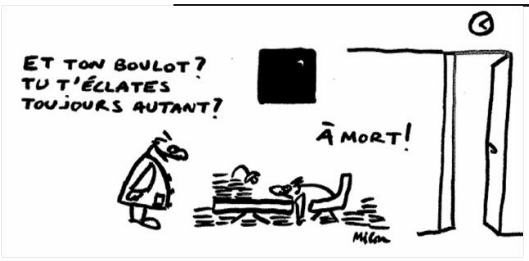
La convergence des luttes reste encore un blasphème politique pour ceux dont les postures rigides déguisent parfois mal une forte personnalisation des idées. Il faudra pour cela déconstruire les chapelles politiques, démissionner leurs petits clergés querelleurs et renoncer aux puritanismes dogmatiques. Allant dans ce sens, la Nuit debout invente ses propres outils pour défricher le terrain et invite chacun à venir se faire maçon et architecte pour poser les fondations d'une nouvelle cathédrale populaire et démocratique.

Alors, quel risque y aurait-il à réveiller tous ces somnambules politiques dont les rêves ont été remplacés par l'ambition ? Les maîtres funambules de ce monde désillusionné pourraient bien faire une mauvaise chute à s'éveiller de ce cauchemar dans lesquels ils nous ont plongé et qui nous empêche désormais de dormir. A passer autant de nuits debout, les citoyens se laisseront peut-être bien tous gagner par l'attente fébrile de l'aurore afin d'admirer le monde s'éclairer sous un jour nouveau.

Benjamin Sourice – https://blogs.mediapart.fr/benjamin-sourice/blog

2. La Loi Travail n'est pas à proprement parler une trahison, mais la suite logique de la loi du travail en régime capitaliste : elle signe et manifeste la conviction des classes dominantes selon laquelle le rapport de force leur est actuellement favorable. Renforcer l'exploitation des salariés en vue de renforcer les entreprises, d'augmenter la croissance et la compétitivité, soit, en d'autres termes, de raffermir et d'accroître la puissance du fric, du business - du capital… -, s'inscrit dans la dynamique naturelle de l'économie marchande et du travail subordonné. Qu'un gouvernement de gauche s'affranchisse du masque derrière lequel il tentait auparavant de déguiser ces régressions, qu'il prétendait pouvoir compenser par de nouveaux droits pour les travailleurs, marque un changement de rythme, non de direction. Défendre le Code du Travail, comme ensemble de droits visant à réguler l'avidité et le cynisme des employeurs dans le cadre du « lien de subordination permanent » constitué par le contrat de travail, devrait nous rappeler que pareils droits représentent des compromis qui, quelque-soit les améliorations que nous pouvons en tirer au quotidien, ne sont que des pis-aller toujours précaires modérant une situation d'exploitation, de subordination - de domination - que nous devons viser à abolir, si nous ne voulons pas qu'elle croisse.

labyrinthes.wordpress.com



Tout refus de travail, tout refus de participer à la technique dans notre société est un acte de déviance notoire. L'un des plus graves sans doute!

Déviances et déviants (1992), Ellul Jacques

Le jour m'assaille avec sa sentence : il faudra se lever et affronter le travail quotidien, les saluts matinaux, les sourires crispés, les amours dans des lits d'aiguilles, les peines et les diversions qui laissent des cicatrices ineffaçables. Et tout cela sans s'être reposé un seul instant, car maintenant que je suis mort de sommeil, et que je ferme les yeux pesamment, la montre m'appelle : il est huit heures, c'est l'heure.

Liberté sur parole (1958), Octavio Paz

Les pauvres croient [...] que le travail ennoblit, libère. La noblesse d'un mineur au fond de son puits, d'un mitron dans la boulangerie ou d'un terrassier dans une tranchée, les frappe d'admiration, les séduit. On leur a tant répété que l'outil est sacré qu'on a fini par les en convaincre. Le plus beau geste de l'homme est celui qui soulève un fardeau, agite un instrument, pensent-ils. "Moi, je travaille", déclarent-ils, avec une fierté douloureuse et lamentable. La qualité de bête de somme semble, à leurs yeux, rapprocher de l'idéal humain. Il ne faudrait pas aller leur dire que le travail n'ennoblit pas et ne libère point ; que l'être qui s'étiquette Travailleur restreint, par ce fait même, ses facultés et ses aspirations d'homme ; que, pour punir les voleurs et autres malfaiteurs et les forcer à rentrer en eux-mêmes, on les condamne au travail, on fait d'eux des ouvriers. Ils refuseraient de vous croire. Il y a, surtout, une conviction qui leur est chère, c'est que le travail, tel qu'il existe, est absolument nécessaire. On n'imagine pas une pareille sottise. La plus grande partie du labeur actuel est complètement inutile.

La Belle France, Georges Darien,

L'idée qu'un être jeune doive travailler dur pour se rendre utile à un employeur me paraît tout à fait révoltante. [...] La vie humaine est trop précieuse pour qu'on la gâche ainsi à se préparer au marché du travail, pour passer ensuite sa vie entière au service d'un employeur.

Vers un monde sans pauvreté, Muhammad Yunus

Ce que vend l'ouvrier, ce n'est pas directement son travail, mais sa force de travail, qu'il met temporairement à la disposition du capitaliste. Cela est si vrai que la loi […] fixe le maximum de la durée pour laquelle un homme a le droit d'aliéner sa force de travail. S'il lui était permis de le faire pour une période de temps indéfinie, l'esclavage serait du même coup rétabli. Si, par exemple, une telle aliénation s'étendait à sa vie entière, elle ferait de lui l'esclave à vie de son patron.

Marx, L'idéologie allemande

Les hommes travaillent généralement trop pour pouvoir encore rester eux-mêmes. Le travail : une malédiction que l'homme a transformée en volupté. Oeuvrer de toutes ses forces pour le seul amour du travail, tirer de la joie d'un effort qui ne mène qu'à des accomplissements sans valeur, estimer qu'on ne peut se réaliser autrement que par le labeur incessant — voilà une chose révoltante et incompréhensible. Le travail permanent et soutenu abrutit, banalise et rend impersonnel. Le centre d'intérêt de l'individu se déplace de son milieu subjectif vers une fade objectivité ; l'homme se désintéresse alors de son propre destin, de son évolution intérieure, pour s'attacher à n'importe quoi ; l'œuvre véritable, qui devrait être une activité de permanente transfiguration, est devenue un moyen d'extériorisation qui lui fait quitter l'intime de son être. Il est significatif que le travail en soit venu à désigner une activité purement extérieure : aussi l'homme ne s'y réalise-t-il pas — il réalise.

Sur les cimes du désespoir, Emil Cioran

Le travail lui-même est nuisible et funeste non seulement dans les conditions présentes, mais en général, dans la mesure où son but est le simple accroissement de la richesse.

Manuscrits de 1844, Karl Marx

« L'activité quotidienne des esclaves reproduit l'esclavage. Par leur activité quotidienne, les esclaves ne se reproduisent pas seulement physiquement eux-mêmes et leurs maîtres, ils reproduisent également les instruments par lesquels leurs maîtres les oppriment, ainsi que leurs propres habitudes de soumission à l'autorité du maître. Pour les hommes vivant dans une société fondée sur l'esclavage, le rapport maître-esclave semble à la fois naturel et éternel.

La reproduction de la vie quotidienne, Fredy Perlman

Et les vieux se mettent parfois dans une colère noire contre les jeunes : «Bon sang, j'ai travaillé dur toute ma vie!» (Ils prennent le travail pour une vertu, mais ça prouve seulement qu'un type est taré).

Journal d'un vieux dégueulasse (1982), Charles Bukowski,

MANIFESTE CONTRE LE TRAVAIL - EXTRAITS.

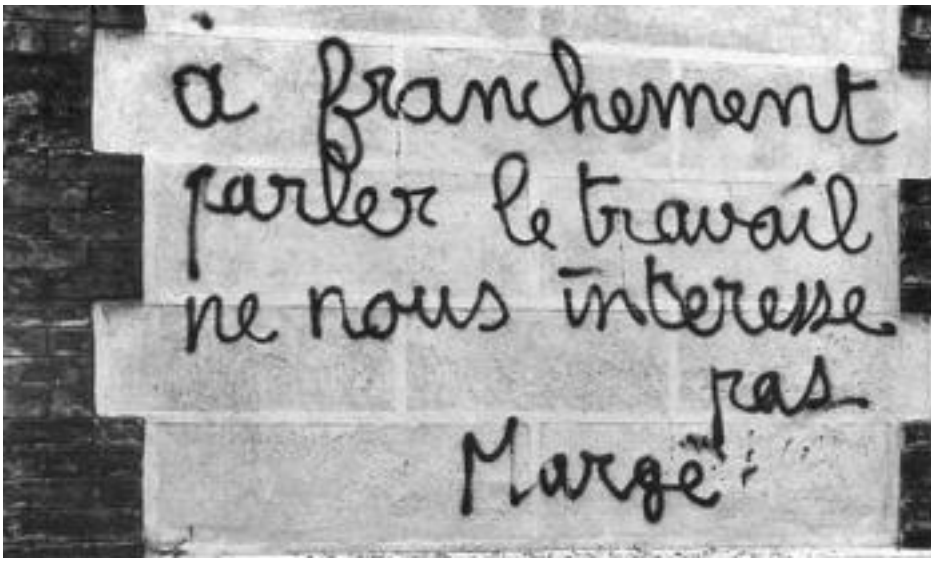
"

On ne recule devant aucune dépense pour maintenir artificiellement en vie l'idole Travail. Le cri délirant « De l'emploi ! » justifie qu'on aille encore plus loin dans la destruction des bases naturelles devenue depuis longtemps manifeste. Les derniers obstacles à la marchandisation complète de tous les rapports sociaux peuvent être éliminés sans soulever aucune critique, dès lors que quelques misérables « postes de travail » sont en jeu. Et le mot selon lequel il vaut mieux avoir « n'importe quel travail plutôt que pas de travail du tout » est devenu la profession de foi exigée de tous"

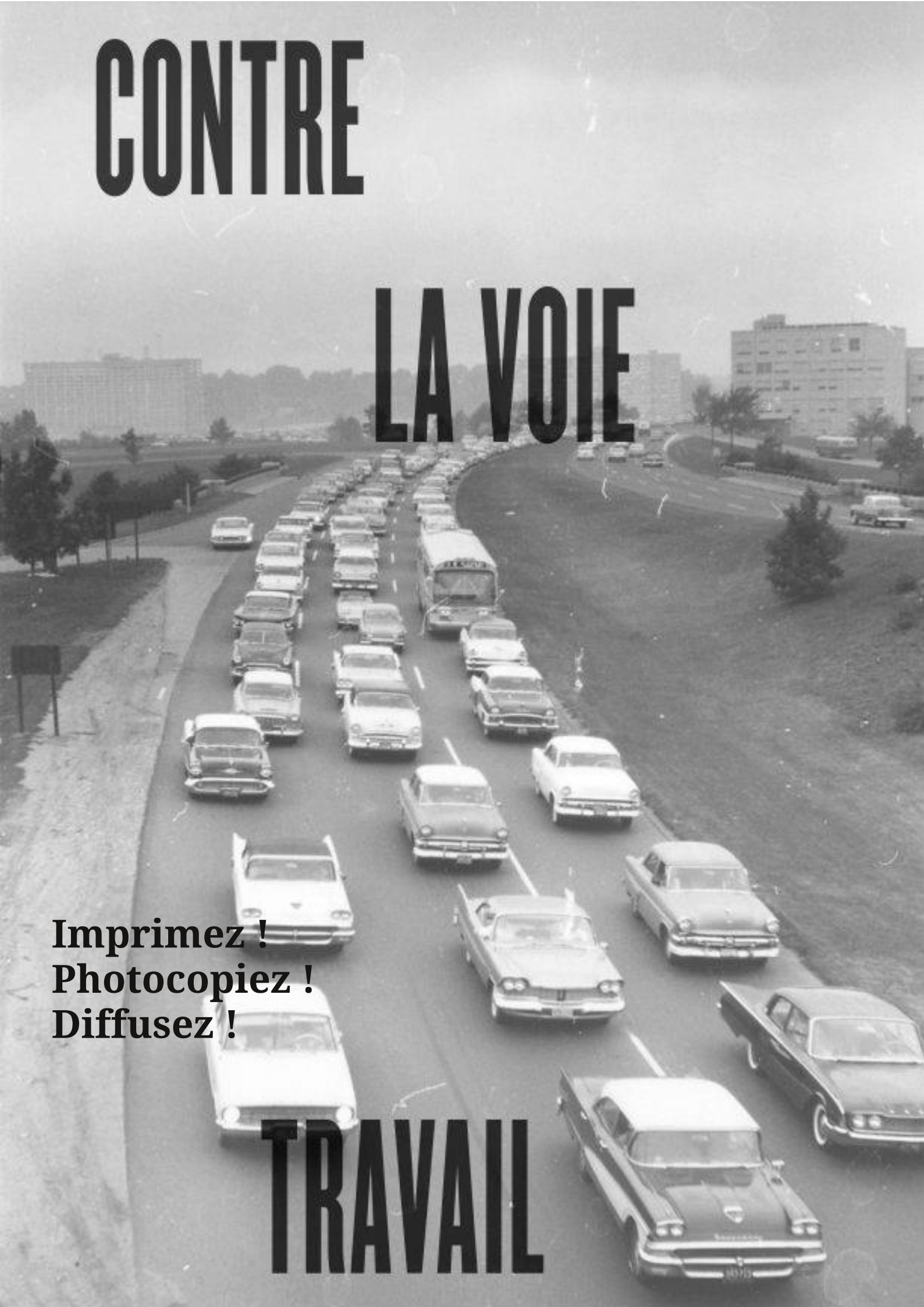
"Le travail n'a rien à voir avec le fait que les êtres humains transforment la nature et sont en relation les uns avec les autres de manière active. Aussi longtemps qu'il y aura des êtres humains, ils construiront des maisons, confectionneront des vêtements, produiront de la nourriture et beaucoup d'autres choses ; ils élèveront des enfants, écriront des livres, discuteront, jardineront, joueront de la musique, etc. Ce fait est banal et va de soi. Ce qui ne va pas de soi, c'est que l'activité humaine tout court, la simple « dépense de force de travail », sans aucun souci de son contenu, tout à fait indépendante des besoins et de la volonté des intéressés, soit érigée en principe abstrait qui régit les rapports sociaux. "

"Que produire, pourquoi et avec quelles conséquences ? Le vendeur de la marchandise force de travail s'en moque aussi éperdument que l'acheteur. Les ouvriers du nucléaire et des usines chimiques poussent les hauts cris quand on veut désamorcer leurs bombes à retardement. Et les « employés » de Volkswagen, Ford ou Toyota sont les adeptes les plus fanatiques du programme suicidaire de l'automobile. Non seulement parce qu'ils sont contraints de se vendre pour avoir le « droit » de vivre, mais aussi parce qu'ils s'identifient réellement avec cette existence bornée. Sociologues, syndicats, curés et théologiens professionnels de la « question sociale » y voient la preuve de la valeur éthico-morale du travail. Le travail forme la personnalité, disent-ils. Pour sûr : la personnalité de zombies de la production marchande qui n'arrivent même plus à concevoir une vie en dehors de leur cher turbin aux exigences duquel ils se plient tous les jours. "

"Si, pour les êtres humains, l'instauration du travail est allée de pair avec une vaste expropriation des conditions de leur propre vie, alors la négation de la société de travail ne peut reposer que sur la réappropriation par les êtres humains de leur lien social à un niveau historique plus élevé. Les ennemis du travail aspireront donc à la formation de fédérations mondiales d'individus librement associés qui arracheront à la machine du travail et de la valorisation tournant à vide les moyens d'existence et de production et en prendront les commandes. Seule la lutte contre la monopolisation de toutes les ressources sociales et des potentiels de richesse par les puissances aliénantes du marché et de l'État permet de conquérir les espaces sociaux de l'émancipation."



CONTRE LA VOIE



Imprimez !
Photocopiez !
Diffusez !

TRAVAIL